



HAL
open science

Les maîtres d'Empire. Politique du stewardship dans l'Ouest américain

Anne-Lise Boyer, Sébastien Y. Roux

► **To cite this version:**

Anne-Lise Boyer, Sébastien Y. Roux. Les maîtres d'Empire. Politique du stewardship dans l'Ouest américain. Genèses. Sciences sociales et histoire, 2024. halshs-04756961

HAL Id: halshs-04756961

<https://shs.hal.science/halshs-04756961v1>

Submitted on 2 Nov 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

LES MAÎTRES D'EMPIRE POLITIQUE DU STEWARDSHIP DANS L'OUEST AMÉRICAIN

Anne Lise Boyer

Postdoctorante

Climate Assessment for the Southwest (CLIMAS)

The University of Arizona College of Architecture, Planning and Landscape Architecture

anneliseboyer@arizona.edu

Sébastien Roux

Directeur de recherche au Cnrs

Iris (Cnrs – Inserm – Ehess – Université Paris Nord, UMR 8156)

sebastien.roux@cnrs.fr

Résumé

Créé à la fin du XIX^e siècle, *Empire ranch*, situé dans les prairies du sud de l'Arizona, devient rapidement l'une des plus grandes exploitations extensives de bétail aux États-Unis avant de décliner tout au long du XX^e siècle. Les pâtures et les bâtiments subsistants sont désormais sous gestion du *Bureau of Land Management* qui, depuis la fin des années 1980, en assure la conservation écologique et historique en partenariat avec exploitants agricoles, propriétaires voisins, associations environnementales, experts scientifiques ou bénévoles. Or, en combinant archives, observations et entretiens, l'article montre comment ces initiatives de protection en apparence consensuelles – et que l'on désigne aujourd'hui aux États-Unis comme *stewardship* – dissimulent derrière l'intérêt partagé une politique d'ordonnancement de la nature et du social au service du maintien, voire de l'extension, des privilèges de certains.

Abstract

Established in the late 19th century, Empire Ranch, located on the prairies of southern Arizona, grew rapidly to become one of the largest cattle ranches in the United States before declining throughout the 20th century. The ranch's pastures and remaining buildings are now managed by the Bureau of Land Management, which has been working with farmers, neighboring landowners, environmental groups, scientists, and volunteers since the late 1980s to ensure their ecological and historic preservation. Through a combination of archival research, observation, and interviews, this article shows how these seemingly consensual conservation initiatives – referred to as “stewardship” in the US – conceal a politics of nature and social order that serves to maintain or even expand the privileges of the few.

Mots clefs

environnement ; protection ; élevage ; patrimoine ; États-Unis

Keywords

environment; conservation; ranching; heritage; United States

LES MAITRES D'EMPIRE POLITIQUE DU STEWARDSHIP DANS L'OUEST AMERICAIN

“I’m about as old fashioned as I can be and
I hope you’re likin’ what you see
Cause if you’re lookin’ at me you’re
lookin’ at country”

Loretta Lynn, *If You’re Looking At Me*,
1966

Dimanche 5 novembre 2023, Sonoita. Pour la seconde journée de notre participation au *Cowboy Festival d’Empire ranch*, nous participons à une balade à cheval d’une heure dans les collines au sud de l’Arizona. Nous espérons pouvoir échanger avec les participants mais le groupe, concentré, se déplace en silence. Sur le chemin du retour, nous apercevons un nuage de poussière d’où émergent des cavaliers bigarrés portant lances et étendards. Les participants s’arrêtent pour prendre des photos, ravis de capturer l’instant. Lorsque nous rejoignons les cavaliers au ranch, ils occupent un stand où, costumés en soldats de la Nouvelle-Espagne, ils présentent aux visiteurs de vieux mousquets d’époque. Ils rejouent régulièrement cette reconstitution de l’expédition Anza¹ et nous expliquent apprécier particulièrement *Empire ranch* où les « paysages doivent ressembler à ce qu’ils étaient auparavant ». Heureux d’apprendre que nous nous intéressons à l’histoire, ils s’exclament : « vous allez vraiment aimer ce festival ! »

Ce jour-là, à *Empire ranch*, nous rencontrons un forgeron qui présente « les outils d’avant », des bénévoles qui offrent des glaces réfrigérées à la baratte traditionnelle, deux

princesses de beauté en chemises *western* qui prennent la pose pour les visiteurs [Figure 1], un écrivain public qui rédige des lettres manuscrites « dans le style du XIX^e siècle », quelques vendeurs de *food trucks* et une quinzaine d'échoppes commerciales – allant d'un céramiste de la ville voisine de Tombstone à Vera Earl, un producteur local de viande de bœuf, en passant par des T-shirts et autres casquettes rouges MAGA [*Make America Great Again*].



Figure 1. *Little Misses* au *Cow boy festival* d'Empire ranch (crédit : Sébastien Roux)

À l'arrière du bâtiment central, les organisateurs de l'événement ont installé un terrain de rodéo où le public assiste à des épreuves de tir à cheval, sous les encouragements d'une speakerine qui s'enthousiasme « que l'on sa[che] si bien tirer en Arizona ! ». Sur le côté,

quelques tentes moins fréquentées abritent des ONG engagées dans la défense de l'environnement qui cherchent à mobiliser contre un projet voisin de mine à ciel ouvert et des associations de promotion du « patrimoine et de la diversité culturelle ». Au centre, le *Bureau of Land Management* (BLM) occupe un espace dédié. Les trois salariés présents semblent s'ennuyer. Nous nous approchons et reconnaissons parmi eux Betty, rencontrée quelques semaines plus tôt à l'occasion d'une réunion de bilan sur des initiatives de protection écologique. Lorsque nous lui demandons ce qu'elle pense du festival, elle hésite avant de répondre, un peu gênée :

« Vous savez, le ranch et les terres appartiennent au BLM. Ce sont des terres publiques, donc elles appartiennent à tout le monde. Et le festival ramène un peu d'argent pour la protection du site. Nous [au BLM] on est des spécialistes d'écologie, mais... Comme ça, au moins, les gens voient ce qu'était la vie d'avant et ils comprennent que le ranch et la nature, ça va ensemble... Il faut conserver les deux, pour les transmettre aux générations futures. »

Mais que signifie, pour une agente d'un bureau fédéral, conserver et transmettre des paysages, des milieux, voire des modes de vie ? Pourquoi, et comment, une agence spécialisée dans la préservation des équilibres écologiques encourage-t-elle la diffusion d'une certaine représentation de l'Amérique blanche faite de blue-jeans, de chapeaux westerns et de rodéo à quelques kilomètres à peine de la frontièreⁱⁱ ? Et comment comprendre le sentiment de responsabilité qui habite Betty lorsqu'elle se dit en charge de protéger un patrimoine social et naturel, uni d'une manière qu'elle peine à définir mais dont elle pressent l'importance pour « les générations futures » ?

En se concentrant sur le cas d'*Empire*, un ranch situé au sud de l'Arizona, notre contribution interroge d'abord la mise en conservation d'un site d'intérêt – élu tant pour ses

qualités écologiques qu'historiques. Fondée en 1876, *Empire* a joué un rôle primordial dans le développement du *ranching* moderne dans le sud-ouest américain, la société *Empire Land and Cattle Company* comptant à la fin du XIX^e siècle parmi les plus grandes propriétés de l'Ouest américain. Mais *Empire* a périclité peu à peu durant le XX^e siècle, suivant le déclasserment progressif de l'agriculture dans la hiérarchie des secteurs d'activité économique. Rachetés en 1988 par le *Bureau of Land Management* (BLM) – l'agence fédérale en charge du « développement durable des terres publiques » – les terres et les bâtiments sont désormais considérés comme des exemples archétypiques de l'Arizona préindustrielle et font l'objet d'une politique de conservation écologique et sociale visant à préserver des paysages et des manières de vivre considérés comme représentatifs de l'histoire de l'Ouest.

Or ces discours sur la nécessité de conserver des univers pensés comme « fragiles et menacés » servent aussi au déploiement d'un nouvel « art de gouverner » où s'expérimente une forme concertée d'exploitation des terres, de régulation des territoires et d'exercice de la propriété. Nous souhaitons plus particulièrement nous concentrer sur la notion de *stewardship* – désormais centrale dans l'administration étatsunienne des terres publiques – et dont *Empire ranch* constitue un laboratoire privilégié. En Arizona, seuls 18 % environ des terres sont privées quand 13 % sont sous gestion d'un *trust* public de l'État d'Arizonaⁱⁱⁱ, 27 % par les gouvernements tribaux et 42 % par des agences fédérales. Ces dernières, aussi appelées « *public lands* », appartiennent officiellement à « tous les citoyens des États-Unis ». Si ces terres fédérales relèvent de la responsabilité d'agences diverses aux compétences variées, toutes se retrouvent aujourd'hui dans un mode d'administration qui favorise une gestion concertée des espaces où des « *stewards* » se chargent de gouverner avec « soin », « raison » et « tempérance » un territoire dont ils se disent et se vivent les gardiens. Experts écologiques,

scientifiques, propriétaires privés, agents économiques, usagers des territoires ou associations deviennent en réalité les maîtres d'un espace qu'ils se sentent le devoir d'administrer. Mais ces nouveaux *stewards* ne se donnent pas uniquement pour mission de préserver « ce qui était », ni de soigner « ce qui est ». Ils ont aussi, et avant tout, la charge d'affirmer ce qu'un territoire « doit devenir » – transformant un souci de conserver en action dont la charge, si elle est une responsabilité, est également leur privilège. Interroger de manière critique le *stewardship* permet ainsi de questionner la fabrique, la mise en place et les effets des récits patrimoniaux, en mettant en lumière les choix politiques et éthiques qui sous-tendent la conservation. Et notre contribution de montrer comment les soucis de conserver, de soigner et de transmettre participent d'une politique fondée sur la représentation de ce que doit être un territoire « équilibré » et déploient, par les actions qu'ils engendrent, une forme de gouvernamentalité socio-écologique.

L'article rappelle d'abord l'histoire d'Empire, et la manière dont le lieu est devenu l'un des principaux ranchs du sud-ouest américain en l'espace de quelques décennies, avant de périr dans la seconde moitié du XX^e siècle. Nous décrivons ensuite la manière dont le BLM – qui en assure la gestion publique à partir de la fin des années 1980 – développe sur ce territoire un mode de gouvernance appelé *stewardship* valorisant la concertation et « le multi-usage ». Or le *stewardship*, parce qu'il réunit des acteurs divers aux intérêts pluriels, n'est pas aussi consensuel qu'il peut sembler ni aussi apaisé que ses promoteurs le laissent penser. En effet, parce qu'il vise à conserver (et produire) un certain équilibre socio-écologique, le *stewardship* est un ordre prescriptif édictant une certaine histoire naturelle et sociale de l'Amérique, tout en taisant les contre-récits et les violences qui contrediraient l'image irénique d'un territoire idéal et « bien géré ». Enfin, l'article interroge en conclusion le sens

politique de cette cogestion, invitant à penser, derrière le récit d'une conservation réussie, les privilèges liés à la capacité d'énoncer la vérité des territoires.

Méthodologie

Cette contribution résulte d'un travail collaboratif entre un-e géographe et un-e sociologue dans le sud de l'Arizona – un espace enquêté par les deux chercheur·e·s depuis plusieurs années. Paradoxalement, nous avons tous les deux longtemps fréquenté *Empire ranch* de manière acritique, plus précisément sur le mode même dont le dispositif qui le fait aujourd'hui exister prévoit qu'il soit fréquenté : nous l'expérimentions comme un vestige historique préservé à visiter et à faire visiter, le lieu illustratif d'une grandeur passée qu'un travail collaboratif avait permis de préserver. Pourtant, au fil du temps et de nos fréquentations, nous avons commencé à mettre en problèmes sociologique et historique certains discours sur le lieu, sa valeur et sa signification. Des naïvetés, parfois partagées voire relayées, se sont diluées dans une compréhension épaissie du territoire et de son histoire ; des récits, un temps appréciés, nous ont semblé devoir être questionnés, voire dépassés ; des oublis, auparavant incompris ou acceptés, sont devenus des silences pesants. Et pour faire sens de cette transformation et tenter de mettre en ordre nos ressentis, nous avons choisi de faire de la conservation d'*Empire ranch* un objet de recherche.

Les données sur lesquelles se fondent l'article ont ainsi été réunies sur plusieurs années, d'abord de manière informelle avant d'être davantage systématisées^{iv}. Nous nous sommes rendus à *Empire ranch* plus d'une trentaine de fois entre 2020 et 2023. Nous avons également assisté à quatre journées bisannuelles de restitution et de coopération scientifique

autour d'initiatives de conservation écologique, avons suivi plusieurs visites organisées du lieu et avons assisté et travaillé comme volontaires lors d'un festival local organisé en 2023 (sur trois jours). Outre les informations ethnographiques que nous avons pu réunir et les différents documents ou rapports que nous avons collectés, ces temps sur place ont permis de constituer une base de données d'environ 500 photographies. Nous avons également bénéficié d'un fond d'archives sur *Empire ranch*, collecté et organisé par la section des *Special Collections* de la bibliothèque de l'Université d'Arizona – consulté entre novembre et janvier 2024. Enfin, outre les dizaines d'échanges que nous avons pu avoir sur et autour d'*Empire ranch* au cours des années, nous avons conduit huit entretiens formels avec des volontaires et des responsables engagés à différents échelons dans la conservation du lieu.

La singularité d'*Empire ranch* et de son histoire nous ont convaincu de ne pas opter pour son anonymisation. Le « voile », s'il eut été rassurant pour nous, n'en serait pas moins resté « transparent » pour les acteurs et les connaisseurs de la région (Roux, 2010). Par ricochet, les principaux acteurs institutionnels concernés par sa gestion sont désignés par leur véritable nom : notamment *Empire ranch Foundation* ou le *BLM*. Pour autant, l'impératif déontologique d'assurer la protection des personnes qui ont accepté de participer à notre enquête demeure, y compris lorsque les identités institutionnelles ne peuvent être modifiées. Les noms de personnes ont ainsi été systématiquement transformés, comme leur fonction lorsqu'elle les rendait identifiables. On comprendra également que certains propos aient pu être maintenus sous silence lorsqu'il nous a semblé que leur reproduction pouvait nuire à celles ou ceux qui les avaient tenus (ou qu'ils désignaient). Pour finir, les personnes qui ont accepté d'être interviewées de manière formelle et enregistrée ont signé au préalable un

formulaire de consentement nous autorisant à reproduire leurs propos *verbatim*, tout en maintenant leur anonymat^v.

Yeehaw ! La gloire d'un empire

À la suite de « l'achat Gadsden » de 1853, les États-Unis acquièrent du Mexique un vaste territoire qui s'étend de Las Cruces (actuel Nouveau-Mexique) à Yuma (actuel Arizona). En 1862, le *Homestead Act* transfère d'importantes portions du domaine public à de petits propriétaires privés pour renforcer le contrôle sur les terres récemment annexées. En 1871, un premier colon blanc, William Wakefield, demande une concession de 160 acres dans les prairies au nord de Sonoita (Waechter Corkill et Hunt, 2012). Il a l'obligation d'y construire une maison, de vivre sur sa parcelle et de la cultiver, selon l'idéal jeffersonien d'une Amérique constituée de petits propriétaires terriens. Construit en adobe – ces briques séchées caractéristiques du sud-ouest américain –, sa ferme se limite d'abord à quatre pièces aveugles en terre battue, faisant de la bâtisse sommaire une véritable forteresse érigée contre le vol de bétail, les raids apaches et les températures extrêmes du désert. Dans les années 1870, le site prend le toponyme officiel d'*Empire* du fait de sa proximité avec une chaîne de montagne éponyme, elle-même nommée ainsi pour la richesse de ses gisements d'argent, d'or et de cuivre (Barnes, 1988).

En 1876, la parcelle est vendue à deux investisseurs : Herbert Hislop, un Anglais qui abandonne rapidement son projet d'installation, et Walter Vail, un entrepreneur originaire du New Jersey. En 1879, Walter Vail est rejoint par son frère aîné, Edward Vail, qui devient son associé. Dans ces prairies semi-arides, les frères Vail comprennent que les terres octroyées

par le *Homestead Act* (puis par le *Desert Land Act* de 1877 qui élargit la parcelle à 640 acres), ne sont pas suffisantes à la pratique de l'élevage extensif. Surtout, l'activité nécessite un accès pérenne à l'eau (Worster, 1985). Walter Vail prend alors le contrôle d'un ruisseau adjacent, obligeant les éleveurs voisins et le gouvernement à reconnaître aux Vail leur droit à élever du bétail au-delà de leur *homestead* d'origine, en l'occurrence sur des terres publiques (Le Tourneau, 2019). Encouragé dans sa stratégie expansionniste, Walter Vail multiplie les acquisitions et les captations et multiplie par quinze la taille de son ranch en l'espace d'une dizaine d'années.

En 1883, les frères Vail créent la société *Empire Land and Cattle Company* et achètent des terres en Oklahoma, au Kansas, au Texas et en Californie. La compagnie possède alors environ 1,5 millions d'acres de pâtures (dont 100 000 à *Empire* même) et gère plus de 40 000 têtes de bétail, devenant l'un des plus grands ranchs des États-Unis. Walter Vail entre en politique, stratégie typique de la figure du *cattle baron* qui marque les années 1860-1890 et la conquête de l'Ouest des États-Unis. Il siège à la 10^e Législature territoriale de l'Arizona en 1878, avant d'être élu au Conseil des Superviseurs du comté de Pima et à l'Association des éleveurs d'Arizona en 1884. En 1896, la famille Vail et le siège social de l'*Empire Land and Cattle Company* déménagent à Los Angeles pour se concentrer sur leurs activités de *ranching* en Californie, et sur leurs investissements dans l'immobilier et les puits de pétrole (Dowell, 1978).

En 1906, Walter Vail décède dans un accident de tramway. Son fils, Banning Vail, poursuit l'exploitation du ranch – dans le respect de la transmission majoritaire des terres familiales dans l'Ouest américain (Starrs, 1998). Malheureusement pour Banning Vail, le début du XX^e siècle est un moment difficile pour l'économie du *ranching* : sécheresses à

répétition, conséquences écologiques du surpâturage, baisse drastique du prix du bœuf. Qui plus est, alors que les activités agricoles dépendent en partie de l'exploitation des terres publiques proches d'*Empire*, le département de l'agriculture (à travers le *Forest Service*) impose une redevance dans la *Coronado National Forest* pour réguler le pâturage en 1906. Ce tournant marque un premier coup d'arrêt au développement anarchique des troupeaux et à la spéculation dont les terres font l'objet, dans un contexte local longtemps caractérisé par un faible encadrement juridique (Sayre, 2002).

En 1928, la famille Vail se sépare d'*Empire*. Elle commence par vendre les derniers terrains acquis durant sa phase d'expansion, avant de céder l'intégralité du foncier qu'elle possède ou qu'elle loue dans le sud de l'Arizona. Une nouvelle famille s'installe alors à *Empire ranch* : la famille Boice. Mais si l'histoire locale insiste sur la poursuite d'une gestion familiale des activités de *ranching*, la propriété est en réalité détenue par une puissante entreprise privée : la *Chiricahua Cattle Company*, qui contrôle une large part de l'importation depuis l'Europe de la race bovine Hereford et possède des propriétés au Missouri, au Texas, au Nouveau-Mexique, en Oklahoma ou encore dans les deux Dakotas.

Dans les années 1930, la régulation du *ranching* évolue. Le gouvernement fédéral s'empare de la crise du surpâturage initiée dans les années 1880 et affermit la régulation de l'accès des troupeaux aux terres publiques par le *Taylor Grazing Act* (1934). Cette loi crée des districts de pâturage et un système de permis qui détermine le seuil maximum, en termes de têtes de bétail, au-delà duquel s'amorcent les processus de dégradation des terres. Elle entérine également la création d'une administrations dédiée au contrôle et à la régulation, l'*US Grazing Service*, qui fusionnera en 1946 avec le *General Land Office* pour former le *Bureau of Land Management* (BLM). Mais ces volontés régulatrices rencontrent des

opposants. Frank Boice notamment – le nouveau *cattle baron* à la tête d'*Empire ranch* – devient président de l'*Arizona Cattle Growers Association* après avoir annoncé vouloir lutter contre la soumission de l'élevage aux contrôles gouvernementaux « jusqu'à son dernier souffle »^{vi} ; cette ligne dure lui permet d'être élu en 1940 président de l'association fédérale : l'*American National Livestock Association*.

Pourtant, aux lendemains de la Seconde Guerre mondiale, le *ranching* apparaît de plus en plus comme une activité dépassée (Sheridan, 2007). En Arizona, la population s'urbanise : en 1950, 70 % des habitants de l'État vivent désormais en ville. En périphérie des centres urbains, des lotissements se développent rapidement sur des espaces auparavant dédié au pâturage (Benites-Gambiraizio, Coeurdray et Poupeau, 2016). Toutefois si le *ranching* est une pratique agricole menacée, il devient aussi le support romantisé d'une certaine nostalgie de l'Ouest. En 1946, Hollywood découvre *Empire ranch* qui accueille le tournage de plusieurs films westerns devenus des classiques du genre, comme *Red River* avec John Wayne (1948) ou *Règlements de compte à O.K. Corral* (1957). Entre les années 1940 et 1980, plus de trente films y sont tournés dans les paysages, contribuant à ancrer le site dans l'imaginaire populaire et justifiant son inscription ultérieure comme monument historique remarquable.

En 1951, alors que la *Chiricahua Cattle Company* se fragmente, Frank et Mary Boice obtiennent la pleine propriété d'*Empire ranch*. Ils agrandissent et modernisent les bâtiments, et font creuser une piscine. En 1957, le gaz et l'électricité arrivent au ranch. À la mort de Frank Boice, son fils, Frank « Pancho » Boice, s'y installe avec sa famille. Diplômé de l'Université d'Arizona en ingénierie, il gère les activités d'élevage de 1957 à 1972. À cette époque, *Empire ranch* compte toujours 800 têtes de bétail et près de 200 km² de terres privées. Pancho Boice devient lui aussi, pour un temps, président de l'*Arizona Cattle Growers*

Association. Homme d'affaires, il crée *Boice & Co.* pour organiser son activité d'élevage en réseau, en s'appuyant notamment sur des *feed-lots* industriels et intensifs qu'il acquiert au Colorado – qu'il rejoint fréquemment depuis la piste d'avion privée qu'il fait construire sur la propriété.

Mais à la fin des années 1960, dans le sud de l'Arizona comme dans de nombreux espaces auparavant isolés de l'Ouest américain, la valeur des terres privées pour le développement résidentiel finit par dépasser leur valeur agricole (Post, 2013). En 1969, Pancho Boice vend *Empire ranch* à un promoteur immobilier, *Gulf American Corporation (GAC)*, qui entend construire un lotissement de 30 000 maisons individuelles, à quarante-cinq minutes à peine de Tucson, seconde agglomération d'Arizona après Phoenix. Le compromis de vente comprend cependant une disposition permettant à la famille Boice de conserver ses droits de pâture et de continuer à vivre à *Empire ranch*. En 1973, Pancho Boice meurt dans un accident d'avion ; son fils, Steve Boice, prend la relève. En 1975, GAC abandonne son projet immobilier et vend ses terrains à Anamax, une compagnie minière qui met la main sur les droits sur l'eau de la propriété pour alimenter ses projets d'expansion dans la chaîne voisine des *Santa Rita* (Le Gouill *et al.*, 2019). La compagnie met un terme aux baux de pâture et la famille Boice est obligée de vendre ses troupeaux. Les bâtiments sont abandonnés et placés sur le Registre National des Bâtiments Historiques (*National Register of Historic Places* - 1975) [Figure 2]. Steve Boice quitte l'élevage et devient ouvrier dans les mines d'Arizona. Or les ambitions successives de GAC puis d'Anamax font craindre une catastrophe écologique pour la zone, d'autant plus que le bassin de la Cienega est l'une des sources d'approvisionnement en eau les plus importantes pour Tucson, en aval. En 1988, sous la pression des habitants de la vallée, le *Bureau of Land Management (BLM)* acquiert *Empire*

ranch par une série d'échanges de terres. Pour la première fois depuis 1871, les terres – et la maison – repassent sous gestion publique.



Figure 2 - Les bâtiments d'Empire ranch aujourd'hui (crédit : Empire ranch Foundation)

Organiser « l'intendance »

En 1989, le premier bureau du BLM à Tucson est créé pour faciliter la gestion du site et de ses 170 km² de prairies et de bois supplémentaires^{vii}. La politique de continuité que souhaite déployer le BLM s'inscrit dans les principes organisateurs de la gestion fédérale des terres publiques, au premier rang desquels le multi-usage. L'après-guerre a vu se développer le mouvement des loisirs de plein air encourageant les Américains à un usage récréatif des terres publiques. Cette dynamique, renforcée par la montée de l'environnementalisme dans les

années 1970, a encouragé le gouvernement fédéral à formaliser l'idée d'une « gestion à usages multiples » des terres fédérales – à travers l'adoption du *Land Policy and Management Act* (1976). Longtemps, la gestion fédérale favorisait la valorisation économique des ressources naturelles situées sur les terres administrées : pâturage, mais aussi industrie du bois ou exploitation minière – les terrains considérées relevant d'une multitude d'agences aux compétences et aux objectifs divers en fonction de leur degré de protection, de leur potentialité économique et de leurs caractéristiques (*US Forest Service* du Département de l'Agriculture, *Bureau of Land Management* ou *National Park Service* du Département de l'Intérieur, etc.). Mais cette politique s'est vue nuancée par la diversification des stratégies de mises en valeur et la reconnaissance des potentialités récréatives, esthétiques et écologiques des terres publiques (Miller, 2020).

Concrètement, à *Empire*, ce souci du BLM de favoriser le multi-usage et de renforcer l'encadrement de l'exploitation économique du site engendre rapidement de fortes tensions avec les propriétaires voisins – des *ranchers* inquiets de ce qu'ils considèrent une ingérence de l'administration publique. Certes, le bail du *rancher* qui exploitait les terres d'*Empire* lorsqu'elles appartenaient à Anamax – John Donaldson – est renouvelé par le BLM^{viii} ; mais il doit quitter l'une des maisons qu'il occupait sur le site et son déménagement forcé est perçu comme une menace par ses proches et ses voisins. Surtout, l'époque est marquée par une réactivation des préoccupations quant au coût écologique du pâturage et une inquiétude croissante quant à la viabilité de l'activité. Un ancien directeur du BLM se rappelle ainsi qu'à l'arrivée de l'institution des *ranchers* voisins se seraient exclamés : « Maudits soient ces fédéraux qui s'emparent des terres ! Nous savons que vous allez expulser toutes les vaches d'ici »^{ix}.

Pour apaiser les conflits émergents, le BLM met en œuvre une approche collaborative pour construire un plan de gestion négocié. Cette stratégie s'inscrit dans un faisceau de recommandations fédérales qui, depuis le milieu des 1980, développent la notion de *stewardship* (une notion proche du terme français « intendance ») pour assurer « la bonne gouvernance » des terres publiques. Le *stewardship* se pense comme un mode d'administration de la nature qui s'appuie sur un fort engagement social d'acteurs locaux agissant en dialogue et réseau pour articuler la protection de la nature et du cadre de vie avec le maintien d'une exploitation raisonnée des ressources (Mathevet, Bousquet et Raymond, 2018).

Tel qu'il est appliqué aujourd'hui par les acteurs dominants de la gestion de la nature le *stewardship* s'enracine dans une tradition philosophique d'inspiration chrétienne qui fait des humains les premiers responsables de l'avenir du vivant – véritables pilotes au service du maintien d'une perfection divine harmonieuse (Mathevet *et al.*, *ibid.* ; Worrell et Appleby, 2000). Aux Etats-Unis, le concept a rencontré un écho particulier, notamment parmi le mouvement environnementaliste, nourri des écrits d'Aldo Leopold et de son éthique où les générations actuelles auraient pour responsabilité le soin d'une Terre à transmettre aux générations futures (voir par exemple Leopold, 1995 [1949])^x. Depuis les années 1970, la notion s'est progressivement transformée en technique de gestion publique : le *stewardship* s'est vu redéfinir, mobiliser et appliquer par des cercles d'experts scientifiques qui, dans la dynamique d'une explosion des savoirs en sciences de l'environnement, ont défendu « l'interdépendance des systèmes socio-écologiques » et plaidé pour une gestion technique des espaces, assise sur un consensus partagé quant à la santé des milieux et aux actions à entreprendre pour la conserver et/ou la restaurer.

En Arizona, le concept de *stewardship* a rencontré un écho particulièrement puissant. Alors même qu'elle est systématiquement présentée comme extérieure aux enjeux politiques – et donc, dans le contexte étatsunien, extraite des divisions bipartisanes – le succès de la notion tient en réalité à son usage stratégique par des acteurs politiques locaux, soucieux d'obtenir du consensus dans un État politiquement clivé. Très tôt, le concept de *stewardship* est largement promu par Stewart Lee Udall, un élu démocrate à la chambre des représentants en 1954 pour le nord de l'Arizona, secrétaire de l'intérieur^{xi} entre 1961 et 1969 sous les administrations Kennedy et Johnson (et dont une biographie, jouant sur la proximité phonétique entre son prénom et la notion, s'intitule *Stewart L. Udall: Steward of the Land* [Smith, 2017]). Le *stewardship* est ensuite défendu par Bruce Babbitt^{xii}, gouverneur démocrate de l'Arizona de 1978 à 1987, ancien candidat aux primaires démocrates pour l'élection présidentielle de 1988 et nommé, lui aussi, secrétaire de l'intérieur durant les deux mandats de Bill Clinton (1993 – 2001). Enfin, la notion séduisant au-delà des cercles libéraux, elle est également soutenue par des représentants républicains modérés, au premier rang desquels Jim Kolbe, originaire de l'un des *ranchs* de Sonoita, élu sans discontinuer à la chambre des représentants entre 1985 et 2007 pour le sud de l'Arizona.

Enfin, plus récemment, la notion de *stewardship* s'est aussi vue mobilisée pour revaloriser certaines formes traditionnelles d'usages des terres – notamment par les populations d'origine amérindiennes présentes en Arizona (l'État de l'Union avec la surface la plus importante de terres sous souveraineté native, environ 90 500 km²)^{xiii}. Aujourd'hui régulièrement opposée au concept de propriété privée, et donc à l'accaparement colonial du foncier, la notion de *stewardship* peut être mobilisée dans les discours indigènes pour décrire la relation que les populations natives entretenaient avec leur milieu (avant le génocide et

l'écocide provoqués par la colonisation). Si cet usage est parfois marqué par une certaine romantisation de la relation symbiotique que les populations natives auraient maintenu avec leur environnement, il rappelle aussi que le terme n'est pas que descriptif. Il contient aussi la critique d'une exploitation des terres au bénéfice de ses seuls propriétaires, une appréciation du temps long et une valorisation du soin, de l'attention et du respect que les humains peuvent porter à leur environnement.

Dépolitiser le gouvernement des terres

Au début des années 1990, le BLM a organisé une série de réunions publiques avec les représentants d'autres agences fédérales, de l'État d'Arizona, du comté, mais aussi d'autres *ranchers*, des associations écologistes, des clubs de quads, de vélo et de randonnée (Caves *et al.*, 2013). Durant cinq ans, un médiateur s'est employé à favoriser le dialogue et aboutir à la création du *Sonoita Valley Planning Partnership (SVVP)* et de *Las Cienegas National Conservation Area* (LCNA, fondée par la loi 106-538 du 6 décembre 2000). Le « *National Conservation Area* » est un statut particulier accordé à *Empire-Las Cienegas* pour ses caractéristiques écologiques uniques (zones humides, forêts de peupliers), l'existence d'espèces végétales et animales rares (des graminées tolérantes à la sécheresse comme le Sacaton, la grenouille léopard Chiricahua) et la présence de sites archéologiques (cultures pré-colombiennes de maïs) et historiques (le ranch). La zone réunit environ 170 km² de terres fédérales sous gestion du BLM (89 %), 21 km² de terres publiques gérées par l'État d'Arizona via l'*Arizona State Trust* (11 %) et moins de 40 hectares de terres privées (0,4 %). La création

du LCNA aurait été discutée sur les terres même d'Empire à l'occasion d'un barbecue où Bruce Babbitt, alors secrétaire de l'Intérieur, a été convié par le BLM en présence d'autres acteurs influents de la région, au premier rang desquels la famille Boice et Jim Kolbe. B. Babbitt aurait initialement penché pour la création d'un *National Monument*, mais les interventions de J. Kolbe et S. Boice (tous se fréquentant à travers l'*Arizona Cattle Growers Association*) auraient fait pencher la balance en faveur d'un *National Conservation Area* pour ne pas encadrer « exagérément » les pratiques agricoles locales.

En 2003, le *Cienega Watershed Partnership* (CWP) prend le relai du SVVP pour « soutenir les initiatives de *stewardship* dans la région du bassin hydrographique de la Cienega^{xiv} ». À partir des orientations définies, l'association encadre la mise en œuvre des trois piliers du *stewardship* : faire travailler ensemble et en bonnes relations les différents groupes d'intérêts (organisation d'ateliers réguliers), évaluer régulièrement la santé écologique du bassin et faire de la zone protégée un lieu d'expérimentation et d'éducation pour la formation des futurs *stewards* de la nature.

Ces ateliers, auxquels nous avons assisté, continuent aujourd'hui de rassembler une assemblée hétéroclite de représentants d'agences fédérales, d'universitaires, de *ranchers*, de militants écologistes et d'habitants curieux, retraités surtout. Systématiquement animé par un médiateur spécialisé dans la résolution des conflits, ils prennent la forme d'un parcours sur plusieurs arrêts où ont lieu des présentations en plein air mettant en valeur les initiatives locales. L'objectif est de montrer le succès des approches collaboratives, qu'elles unissent administrations locales et fédérales, propriétaires privés et agences publiques, *ranchers* et écologistes, pratiquants de loisirs motorisés ou défenseurs de la nature sauvage. Certes, la conflictualité demeure. Par exemple, en octobre 2023, un atelier intitulé « *Connecting with the*

Land » se tient sur les terres d'Empire. Le matin même, certains participants repèrent des bouses de vaches dans un environnement qui, selon eux, aurait dû être préservé des bovins. La responsable du BLM croule alors sous les questions concernant le risque de surpâturage, et le *rancher* qui loue les terres – absent ce jour-là – est implicitement mis en cause. Une des participantes, membre d'une association écologiste, insiste d'un ton particulièrement accusateur : « c'est surpâturé, je vous dis, c'est surpâturé. » La responsable du BLM prend la parole pour la rassurer et défendre le *rancher* qu'elle qualifie directement de « bon *steward* de la nature ; [...] d'ailleurs, le plus responsable de la région ». Quelques mois plus tard, à l'occasion d'une nouvelle rencontre le *rancher* en question est invité à présenter aux participants les efforts qu'il déploie pour assurer la pérennité écologique de son activité.

Ainsi, si le *stewardship* est une notion, il est aussi un travail sans fin qui vise au maintien des équilibres : socio-écologiques, certes, mais aussi politiques, ce dernier étant continuellement menacé par la diversité des intérêts et la concurrence des discours quant à la définition des bonnes manières de gouverner (Lacuisse et Poupeau, 2023). Dès lors, on comprend mieux qu'aucun participant à l'enquête n'ait été en mesure de définir ce que signifiait concrètement, pour lui, la notion de *stewardship* ni même ce qu'il entendait par son rôle de *steward* lorsqu'il se qualifiait comme tel. Nos interlocuteurs préféraient insister sur les valeurs supposés de l'intendance, et notamment sa capacité à « susciter le dialogue » pour « faire connaître aux autres » ses points de vue afin d'aboutir à « une prise de décision consensuelle » qui, dans une logique barycentrique, serait nécessairement la meilleure : nourrie de rationalité, d'objectivité, de mesures, de quantification, de rapports, de dialogue, de consensus, elle respecterait l'intérêt de tous sans jamais privilégier personne.

Ainsi, le *stewardship* ne décrit pas uniquement un mode de gestion tempéré et raisonnable d'inspiration « traditionnelle », à saisir comme un résidu du passé réactivé sous la forme d'une sagesse collégiale. Le *stewardship* est davantage une politique qui, justement, fonctionne d'autant plus efficacement qu'elle parvient à se faire oublier comme telle. À *Empire*, les acteurs engagés dans la gestion de l'espace s'enorgueillissent d'ailleurs d'être de vrais « Arizoniens », capables de dépasser leurs différends politiques pour « résoudre les vrais problèmes »^{xv}. Mais ce mode de gestion est en réalité une « machine anti-politique » (Ferguson, 1990) qui, parce qu'elle semble « dépolitiser », permet en réalité à ceux qui trouvent le consensus en dehors des logiques partisanes de renforcer leur pouvoir, leur légitimité et – *in fine* – d'affirmer leur manière de gouverner l'espace.

La production sociale de l'équilibre

Puisqu'il met au cœur de son projet le respect d'un équilibre socio-écologique, le *stewardship* vise à faire exister dans la réalité l'idéal d'une harmonie retrouvée. À *Empire*, la conservation est en réalité un travail de production qui, en se déployant conjointement sur le naturel et le social (les deux étant pensés comme intrinsèquement liés [Dupré 2008]), cherche à créer « l'illusion de l'authenticité », c'est à dire « l'illusion de la continuation parfaite [d'un état] aujourd'hui disparu » (Martin et Suaud, 1992, p. 23).

Au plan écologique, d'abord, les efforts des experts visent à retrouver des conditions perdues, celles-ci étant supposées être celles d'un milieu « en bonne santé » qui aurait été abimé. Surtout, ces conditions sont perçues et systématiquement décrites comme celles *naturellement* liées à l'espace, quand bien même elle requerrait une action humaine résolue.

Les initiatives conduites par les *stewards* d'Empire sont nombreuses : limitations des espèces dites invasives (comme une variété de mesquite issue du Texas voisin), création de points d'eau artificiels servant de refuges de biodiversité, réintroduction d'animaux avec le concours actif des autorités en charge de la protection faunique^{xvi}, etc.

Les réintroductions font d'ailleurs l'objet d'investissements conséquents. Par exemple, les écologues ont plaidé pour le retour des chiens de prairie à queue noire qui, malheureusement, peinent à rester dans la zone où ils devaient se reproduire et creusent des galeries qui exaspèrent les *ranchers*. D'autres projets suscitent davantage d'enthousiasme, comme la réintroduction des antilopes pronghorn dont les premiers spécimens ont été rapportés quelques années auparavant par hélicoptère et qui sont désormais appréciés des chasseurs.

Durant notre enquête, certains animaux dits « charismatiques » faisaient l'objet d'investissements émotionnels conséquents. Depuis plusieurs années, les *stewards* d'Empire souhaitent en effet « le retour » d'une colonie de castors, absents de cette région d'Arizona depuis près d'un siècle. D'après eux, ces rongeurs accéléreraient la restauration des zones ripariennes dégradées, contribueraient à la réduction de l'érosion et favoriseraient la création d'habitats diversifiés [Figure 3]. À la fin des années 1990, seize individus ont été relâchés dans le couloir riparien voisin de la rivière San Pedro, mais l'initiative ne s'est pas avérée concluante – la colonie vivotait, peinant à s'acclimater à l'aridité d'un milieu dont plusieurs individus ont même cherché à s'échapper en s'élançant dans le désert. À l'occasion d'une visite sur le site, la propriétaire d'un ranch voisin rencontre un groupe d'environnementalistes qui s'étonnent de ce succès mitigé. D'après la propriétaire, la population de castors serait même en déclin. Elle explique que les pumas, initialement surpris par la présence des castors,

auraient fini par s'accoutumer à ces nouvelles proies. Or, malgré ces difficultés, une association impliquée dans le *stewardship* de la *Cienega Creek* continue de réunir près de 100 000 dollars chaque année. Son programme, dont le coût total devrait dépasser le million de dollars, s'organise autour de la réintroduction d'une vingtaine de nouveaux individus sur dix ans : d'abord trois familles, puis des « castors supplémentaires relâchés pour remplacer les individus perdus avant l'établissement d'une population auto-suffisante ». Interrogés sur la rationalité du projet et l'insistance dont les castors font l'objet, les experts nous expliquent, surpris, qu'ils sont évidemment les « témoins de la santé des milieux ». Ils sont d'ailleurs devenus les symboles de l'ambition écologique du lieu – décliné à l'envi en stickers, peluches, stylos et autres *goodies* lorsque le BLM souhaite communiquer sur son action de *stewardship*.



Figure 3. Comparaison entre une aquarelle illustrative du futur rêvé de la *Cienega Watershed*¹ et son état actuel (crédit de la photographie : Anne-Lise Boyer)

¹ Source : <https://watershedmg.org/article/beavers-are-back-final-environmental-assessment-released>. Sur le site du *Water Management Group*, l'illustration est accompagnée du commentaire : « Yahoo, this is exactly what we

Outre ces initiatives écologiques *Empire* est aussi apparu comme un laboratoire privilégié pour le *Bureau of Land Management* pour sa dimension sociale et historique. Davantage spécialisé dans la gestion et le management écologique des terres, le BLM s'est senti démuni de l'aveu même de ses agent·e·s lorsqu'il s'est trouvé en charge du bâti présent sur les terres : une demi-douzaine de granges, des espaces de travail agricole et trois maisons de taille variée. En 1992, le *National Park Service* mandate deux expertes pour évaluer l'intérêt patrimonial d'*Empire ranch*. Elles s'accordent pour recommander la patrimonialisation du site, participant du mouvement contemporain d'extension des pratiques de conservation patrimoniales vers des bâtiments auparavant estimés de moindre valeur (Poulot, 2006). Et leur rapport conclut quant à la nécessité de préserver le site parce qu'il « contribue à l'histoire américaine [...] pour son architecture et ses différents styles vernaculaires », et pour la proximité de l'état actuel du ranch « par rapport aux années 1920 et 1930 »^{xvii}.

Pourtant, malgré ces recommandations, le BLM limite son action de restauration, en partie par manque de compétences face à l'ampleur de la tâche. En 1997, alertés par la dégradation lente mais continue du site, des bénévoles se mobilisent localement pour la protection du site, dont des proches des derniers propriétaires (les Boice) et des membres de grandes familles de *ranchers* de la région^{xviii}. Ensemble, ils créent l'*Empire ranch Foundation* (ERF), une association à but non lucratif à laquelle le BLM confie la mission de « protéger, restaurer et maintenir les bâtiments historiques et le paysage d'*Empire ranch*, en tant que patrimoine exceptionnel de l'Ouest américain et centre éducatif. » Depuis 1999, ERF annonce

were hoping for! » [Youhou ! C'est exactement ce qu'on espérait !], comme si le projet était déjà réalisé et avait produit les effets escomptés.

avoir mené pas moins de 81 missions de restauration, toujours en partenariat (et avec l'accord nécessaire) du BLM, allant du remplacement des fenêtres à la réparation des toits ou la rénovation du corral^{xix}. En reconnaissance de la qualité de son engagement, la fondation a reçu 19 prix et bourses à ce jour, parmi lesquels un fond octroyé en 1999 par le *National Trust for Historic Preservation* désignant *Empire ranch* comme lauréat de la compétition *Save America's Treasures*^{xx}.

Énoncer c'est choisir

ERF s'est également vu confier une mission d'interprétation. En octobre 2023, nous réservons une visite guidée auprès de Raquel, une bénévole formée par *ERF* pour animer des visites. Âgée de quarante-trois ans, salariée en communication dans une entreprise d'armement, Raquel est bénévole quelques samedis dans l'année. Lors de l'entretien qu'elle nous accorde quelques semaines plus tard, Raquel nous explique avoir découvert l'endroit par hasard, alors qu'elle sillonnait les routes d'Arizona en Harley-Davidson avec son mari. Instantanément « séduite » par un endroit dont « la beauté [l']a laissé sans voix », elle a souhaité investir du temps dans la « transmission pour les générations futures » d'un tel témoignage du passé.

La visite est organisée de telle sorte que le visiteur suive la chronologie du ranch : nous commençons par les pièces les plus anciennes avant de découvrir ses agrandissements successifs. Les premières pièces se concentrent sur le soin au bétail, le travail agricole et la spécificité du monde *cow-boy*, quand les suivantes cherchent davantage à rendre compte de la frugalité des hommes et de la rudesse de leurs conditions de vie. Pourtant, comme l'explique

Raquel, aucun des artefacts présentés n'a été trouvé sur le site. Ils sont des dons recueillis depuis qu'ERF a commencé ses visites, mais comme nous l'a expliqué l'historienne d'ERF dans un soupir, « il est difficile de refuser ce qu'on nous donne ». Des vieux fers à repasser en fonte, des habits de coton, des lassos, un gaufrier, des selles, des mors... l'ensemble peut sembler disparate au premier abord. Véritable accumulation d'objets « irraisonnée » (Bonnot, 2014), la collection mélange les fonctions, les périodes, les usages. Mais ces éléments font suffisamment sens pour qu'à chacune de nos visites les personnes qui nous accompagnent assentent, apprécient et pour certaines expriment leur émotion face à des objets du quotidien devenus patrimoniaux (Fabre, 2013) qui, pris ensemble, semblent dire le passé.

Nous sommes ensuite conduits dans une cuisine, maintenue dans un style des années 1950, puis dans le salon principal où il est rappelé que c'est une femme, « épouse d'un propriétaire », qui a demandé l'installation du bow-window. Sa demande de confort contraste délicieusement avec la rugosité des pièces précédentes et donne à sa demande une tournure de caprice qui, toujours, suscite le sourire. La maison principale, longtemps restée habitée, est ajustée aux normes de confort des occupants successifs (la cuisine en est un exemple évident). Mais pour les dernières pièces ERF a fait le choix de présenter un aménagement inspiré du XIX^e siècle. Nous nous attardons notamment sur une nurserie où une gouvernante avait ses quartiers pour instruire les enfants « ne pouvant se rendre à l'école, trop éloignée » [Figure 4]. Lorsque nous quittons la maison principale, un puit asséché attire notre attention. Raquel explique qu'il s'agit d'un vestige de la piscine enterrée, rebouchée au départ de la famille Boice ; il n'est pas prévu de la restaurer.



Figure 4 – Chambre de la *nurse* (crédit : Sébastien Roux)

Sur le mur d'une salle en fin de parcours, l'historienne locale, Jane, explique avoir réuni quelques photographies en noir et blanc de femmes éloignées de la domesticité traditionnelle, de femmes afro-américaines ou de femmes hopis^{xxi} portant la coiffe traditionnelle [figure 5]. Elle reconnaît volontiers que la grande majorité de ces photographies n'ont rien à voir avec *Empire*. Leur présence remplit une autre fonction : rappeler, dans un effort politique négocié, la diversité de genre et de race de celles qui ont fait l'Arizona. Nous lui exprimons qu'elles permettent aussi, dans le même temps, de protéger les faiseurs d'histoire des accusations d'oubli ; elle sourit, avant d'ajouter qu'elle aurait souhaité mettre en avant la diversité des pratiques d'élevage, notamment l'influence des techniques

employées par les *vaqueros* mexicains depuis le XIX^e siècle, mais le conseil d'administration d'*ERF*, lui, s'y est opposé. Ces choix dans la muséologie – ou plutôt ce jeu de suggestions, négociations, impositions – rappellent que la valorisation du patrimoine est aussi un travail d'édition traversés de luttes (Tornatore 2004), y compris locales, autour du choix des identités à célébrer et des vérités à énoncer.



Figure 5 – Le mur des oubliées (crédit : Sébastien Roux)

Ainsi, le travail d'historien réalisé à *Empire ranch* est un travail conséquent, qui, effectivement, interprète. Il rappelle que la mise en histoire est avant tout une mise en récit où les témoignages et les strates n'ont pas tous la même valeur. Sans, bien sûr, se prononcer sur

les choix qui ont été opérés par des bénévoles soucieux de bien faire, leurs options n'en fabriquent pas moins un récit qui confirme un certain mythe de l'Ouest américain autant qu'il s'y conforme. Il raconte *Empire* comme on raconte une saga, celle de familles blanches courageuses qui se sont succédé pour faire d'un lieu sauvage mais majestueux leur propriété. Il dit aussi un temps où, malgré l'inconfort ou peut-être grâce à lui, les hommes entretenaient un rapport authentique à la nature, façonnant un paysage autant que celui-ci les travaillait en retour.

Certes, *Empire ranch* est aussi le lieu du pouvoir des *cattle barons*, de l'enrichissement personnel, des succès capitalistes, des corporations agricoles. La famille Vail y a fondé l'une des plus grandes entreprises du sud-ouest américain. Les Boice, quant à eux, lorsqu'ils ont repris le ranch, vivaient une vie aisée, avec piscine et piste d'avion privée pour rejoindre les autres *ranchs* de leur empire financier, étalé sur plusieurs États ; leurs enfants étaient bien sûr scolarisés, contrairement aux propriétaires antérieurs que les interprètes d'ERF ont favorisé. À *Empire*, se sont négociées des relations d'influence entre propriétaires terriens et hommes politiques d'envergure nationale. Et la biographie des *ranchers* révèle des trajectoires marquées par le pouvoir : diplômes d'institutions prestigieuses, fonctions électives, transmission patrimoniale.

Mais ce ne sont pas ces récits-là qu'*Empire* représente et que les acteurs locaux ont choisi de conserver ni de présenter. La rouille, la poussière et les vieux brocs affermissent et célèbrent une autre idée de l'Amérique : celle d'un pays façonné par des hommes rugueux, volontaires, tenaces, proches de la terre ; celle de *cow-boys* qui ne s'encombrent pas de confort, même dans la richesse ; celle de *self-made men* modestes, simples mais visionnaires, attachés à leur propriété, à leur famille et à leur bétail. À *Empire*, l'interprétation est un choix

marqué ; et, plus que le bâti ou les paysages, c'est aussi un certain rêve de l'Amérique que l'on cherche à conserver, façonnant l'idée d'un monde rural uniforme répondant à des aspirations collectives tout en minimisant la diversité des expériences vécues (Martin et Suaud, 1992).

Plus qu'une histoire

Le *stewardship*, parce qu'il vise « la restauration » et se donne pour mission « la transmission » d'un équilibre patrimonialisé, engendre des pratiques qui glorifient des vies quand elles en effacent d'autres, sélectionnent les vécus et les vivants jugés de valeur et mettent en ordre et sous surveillance le naturel et le social. Dès lors, l'histoire contée d'Empire est aussi une histoire d'exclusion et de silences.

Au plan écologique, d'abord, le sud de l'Arizona a connu des bouleversements écologiques majeurs depuis la fin du XIX^e siècle. Le surpâturage, particulièrement intense au début du siècle précédent, a entraîné une dégradation sévère des prairies ; l'agriculture irriguée s'est développée de manière anarchique ; des industries minières prédatrices ont percé les sols et détruit les paysages ; la croissance urbaine de Tucson et de ses villes satellites a exacerbé la pression sur les ressources. ; les nappes phréatiques, déjà fragilisées par une succession de sécheresses et de feux destructeurs, sont asséchées. Aujourd'hui, en Arizona, 90 % des rivières et de la végétation riveraine présente au début du XX^e siècle sont désormais irrémédiablement dégradées voire détruites. Ces informations sont rarement dispensées à Empire. Et si les récits se multiplient sur les projets de soin, de restauration ou de réparation,

ils sont toujours valorisants et jamais présentés comme les conséquences de drames écologiques passés ou en cours.

D'autres violences sont tues. Dans un espace vanté comme exemple d'un l'équilibre socio-écologique retrouvé, rien n'est dit sur la catastrophe humanitaire qui se joue sur des terres où, pourtant, des milliers de migrants illégaux viennent mourir (Diaz Lizé, 2022 ; Reineke, 2016) – perdus, assoiffés ou assassinés par les mafias mexicaines ou les milices paramilitaires étatsuniennes qui se sont octroyés le pouvoir de tuer pour « protéger l'Amérique » (Lamotte, 2012). Cette tragédie migratoire n'est pourtant pas une tragédie cachée. La police des frontières [*border patrol*] maintient un *check point* à quelques mètres seulement de l'entrée du chemin qui conduit au site ; impossible d'y échapper, celles et ceux qui, racialisés comme étrangers, se font systématiquement arrêter et contrôler en font l'expérience quotidienne. Lors de l'une de nos visites, un hélicoptère de la *Border Patrol* est venu raser les toits du ranch, si près qu'il a recouvert les propos de la guide. L'engin rappelait, dans sa matérialité pesante, la militarisation lourde de la frontière voisine, mais personne n'a semblé relever sa présence.

Les quelques mentions que nous avons relevées sont plutôt des alertes qui font des migrants un danger face auquel les visiteurs sont invités à collaborer. Ainsi, dans les « informations additionnelles » du site internet que le BLM consacre à la région on peut lire :

« Cette zone est un corridor de passage pour les immigrants illégaux qui arrivent du Mexique. Merci de reporter toute activité illégale au BLM ou aux autorités policières locales. Protégez-vous en évitant tout contact avec des individus présentant un comportement suspect ou impliqué dans des activités dangereuses. »^{xxii}

Outre le fait problématique qu'une institution fédérale de gestion des terres publiques se charge (ou se voit chargée) d'un travail de police aux frontières, cette mention rappelle la permanence et de la prégnance de la question migratoire. Or, à *Empire ranch*, cette réalité est un drame que l'on cache en détournant activement le regard, en choisissant de ne pas voir et de ne pas considérer, en optant pour un cadrage qui montre moins qu'il n'oblitére. Dans le contexte étatsunien, cet aveuglement n'est pas une ignorance ; il est avant tout un choix. Des sujets qui s'identifieraient davantage comme conservateurs seraient constamment alertés sur les chaînes d'information en continu de l'arrivée de migrants présentés comme invasifs dans une zone dépeinte comme apocalyptique. Celles et ceux qui pencheraient pour le camp démocrate, à l'inverse, seraient constamment rappelés via les médias plus libéraux du drame humanitaire qui se joue dans cette « terre de tombes à ciel ouvert » (De León et Wells, 2015). Enfin, les habitants vivent dans un espace saturé de tensions politiques et d'oppositions vives [Figure 6] quant à la proximité d'un mur qui lacère le désert et façonne leur quotidien, qu'ils l'apprécient (Simonneau, 2018), le craignent, le traversent ou l'évitent. Dans le sud de l'Arizona, les morts de la migration ne sont pas absents ; ce sont des fantômes dont l'oubli requiert un effort certain.

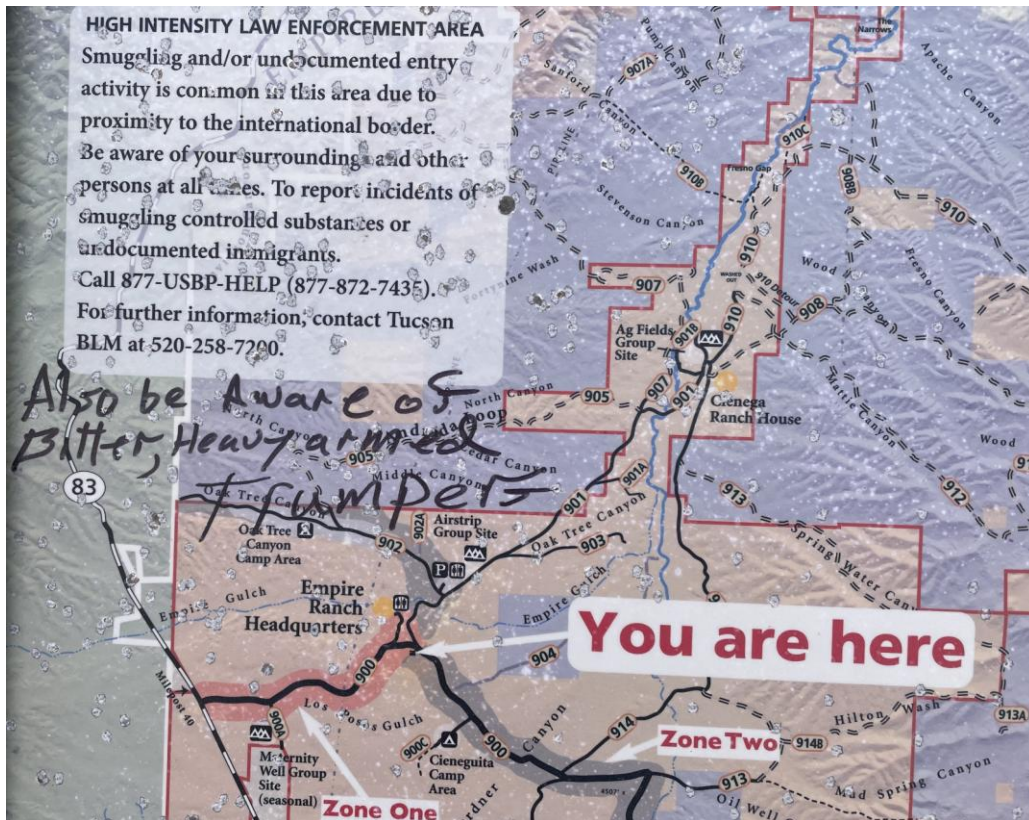


Figure 6 – Panneau d'information sur l'immigration illégale griffonné d'une mise en garde contre des « trumpistes amers et lourdement armés » (crédit : Anne-Lise Boyer)

« Who Loves The Land ? »

« Magnifique histoire ! », « Merci pour l'aventure ! », « J'aime cette histoire, gardez-la en vie ! »... Autant de commentaires enthousiastes que l'on peut lire sur le livre d'or d'*Empire ranch*. Les visiteurs disent expérimenter, lors de leur visite, l'effet escompté. Grâce aux efforts des *stewards* d'Empire, les paysages et les bâtiments semblent témoigner des bénéfices d'une gestion concertée d'un territoire devenu patrimoine. Nul ne semble percevoir que ce travail de « conservation », à l'inverse de ce que dit son nom, est en réalité le produit d'investissements cherchant moins à maintenir *Empire ranch* qu'à l'ajuster à un certain idéal

fondateur de l'Ouest américain blanc (et de la nation entière), pour en faire l'exemple. Cette entreprise, à la fois culturelle et naturelle, demande un travail conséquent de surveillance et de mise en ordre. Elle est aussi une opération de sélection qui réarrange des histoires plurielles en un récit idéalisé où sont tus les contre-points au mythe recherché – qu'il s'agisse de la mise en arrière-plan lointain des grandes fortunes capitalistes qui se sont constituées à *Empire ranch*, de la conflictualité récurrente entre le BLM et les *ranchers* dont la trace se perd au profit d'une valorisation naïve de la collaboration, de l'éradication des grenouilles *bullfrogs* pour permettre le retour de l'espèce *Leopard Chiricahua* ou des silences quant à la localisation du ranch dans un couloir majeur de migration.

En se concentrant sur la notion de *stewardship*, nous avons montré comment les acteurs en présence, du moins ceux qui occupent les positions de pouvoir suffisantes, se retrouvent autour d'une mission partagée d'intendance – le *BLM*, *ERF*, les *ranchers*, les associations environnementalistes, etc. Tous les acteurs impliqués se présentent et se pensent comme les protecteurs, les interprètes et les garants d'un lieu qu'il faut cultiver sans cesse pour, paradoxalement, le rendre à son état d'équilibre. Plus, s'ils se disent et se pensent « responsables » du soin^{xxiii} à apporter aux terres [« *to the land* »], leur charge est aussi, et avant tout, un privilège. « Qui aime la terre ? » [*Who loves the land ?*] interroge un *ranger* du *US Forest Service*, responsable de la forêt voisine de Coronado, pour démarrer une journée en plein air dédiée à la résilience des pâturages d'*Empire ranch*. Encore engourdis par le froid matinal, les participants répondent timidement. Le *ranger* répète alors, plus fort : « Qui aime la terre ? ». Encouragés, les participants se manifestent alors avec plus d'enthousiasme et sourient, réchauffés. Ce sont eux qui aiment la terre : c'est ce qui les encourage à en prendre soin, d'une manière dont ils sont convaincus du bien-fondé. Et c'est cet amour qui les

légitime à dire ce qu'elle doit être et devenir, tout en étant remerciés et valorisés pour leur action et leur générosité.

Ainsi, comme le montre le cas d'Empire, le *stewardship* peut aussi s'apparenter à une forme de gouvernementalité. Il requiert des savoirs et des techniques spécifiques comme le déploiement constant de logiques de comptage, de recensement et de surveillance (évaluation des cours d'eau qui vont s'asséchant, comptage des espèces et des individus, création d'indicateurs de santé écologique, cartographie des barbelés, etc.). Il passe par le maintien d'un niveau élevé de sécurité, via le contrôle actif d'un territoire par des polices des frontières et de l'environnement en étroite collaboration^{xxiv}. Il s'exprime par la production d'un récit enchanté sur la nature du lieu et son usage « historique » et « traditionnel », valorisé pour sa capacité à maintenir « l'équilibre » fantasmé d'un socio-écosystème pensé harmonieux. Il permet enfin, et peut-être surtout, que s'exerce une forme déléguée de propriété sur des terres qui relèvent pourtant de l'administration des autorités fédérales. Mais celles-ci, soucieuses « de compromis » et d'expertise, ont agi pour se déposséder d'une partie de leur souveraineté au profit de partenaires auxquels ils délèguent leur légitimité à gouverner.

Il y a plusieurs décennies, Edward Abbey – écrivain arizonien célèbre pour son engagement écologiste – nous avait pourtant alerté :

« [Les terres sont gérées] pour le plus grand profit de la société industrielle et que tout le reste aille se faire foutre, les cerfs, les élans, les ours bruns et les écureuils roux et les gens qui aiment aller dans les bois pour chasser ou faire l'amour [...] ou, pourquoi pas, se planquer du gouvernement [...]. Nous sommes les *stewards* de la Terre, qu'ils disent, mi-serviteurs, mi-gardes-chiourmes, embauchés par Dieu pour gérer la Terre (jusque dans ses moindres recoins) de la manière que nous estimons (nous, les *stewards*) la plus appropriée. Voilà notre sainte mission : être de bons petits gardiens et faire en sorte que cette vieille Mère nature mal foutue, puante, imprévisible reste à sa place, c'est-à-dire au zoo. Ou au musée » (Abbey, 1990 [2017]).

Ses mots résonnent avec une telle acuité qu'ils semblent aujourd'hui presque prémonitoires. À *Empire ranch*, comme ailleurs aux Etats-Unis, la gestion des terres publiques relève désormais de ces « *stewards* de la Terre » qui, à force de techniques, de savoirs, de soucis et de pouvoirs, gouvernent seuls, « pour le bien de tous » et « dans l'intérêt de chacun », une Terre dont ils s'honorent d'être « les bons petits gardiens ».

Références

- Abbey, Edward. 1990 [2017]. *Le Retour du Gang*. Paris, Gallmeister.
- Arney, Rachel. A paraître. « From Securing the Border to Securing Nature: Homeland Security as an Emerging Environmental Actor in the US-Mexico Borderlands », *Annals of the American Association of Geographers*.
- Barnes, Will C. 1988. *Arizona Place Names*. Tucson, The University of Arizona Press.
- Benites-Gambirazio, Eliza, Murielle Cœurdray et Franck Poupeau. 2016. « Une promotion immobilière sous contraintes environnementales. Les logiques sociales du périurbain dans les *Desert Cities* de l'Ouest étasunien », *Revue française de sociologie*, n° 57 (4) : 735-765.
- Bonnot, Thierry. 2014. « La collection patrimoniale, une accumulation raisonnée », in Valérie Guillard (dir.), *Boulimie d'objets. L'être et l'avoir dans nos sociétés* Louvain-la-Neuve, DeBoeck : 91-103.
- Callicott, J. Baird. 2013. *Thinking like a planet: The land ethic and the earth ethic*. Oxford, Oxford University Press.
- De León, Jason et Michael Wells. 2015. *The Land of Open Graves: Living and Dying on the Migrant Trail*. Berkeley, University of California Press.
- Díaz Lizé, Paola. 2022. « D'Atacama au Sonora : assemblages d'une inquiétante étrangeté », *Condition humaine / Conditions politiques*, n° 3 [En ligne] <http://revues.mshparisnord.fr/chcp/index.php?id=760>

Dowell, Gregory P. 1978. « History of the Empire ranch », Mémoire de Master d'Histoire. Tucson, Université d'Arizona.

Dupré, Lucie. 2008. « Conserver ensemble patrimoines naturel et culturel. L'exemplarité des ruines féodales des Vosges du Nord », *Techniques et culture*, n° 50 : 84-101.

Fabre, Daniel (dir.). 2013. *Émotions patrimoniales*. Paris, Éditions de la MSH.

Ferguson, James. 1990. *The Anti-Politics Machine: Development, Depoliticization, and Bureaucratic Power in Lesotho*. Cambridge, Cambridge University Press.

Howard, Rachel. 2024. « Frontiers and Failures: Kyrsten Sinema's Political Aesthetics », *Anthropology News*, 26 janvier 2024.

Lacuisse, Marie-Esther et Franck Poupeau. 2023. « La "cowboy ecology" revisitée. L'évolution des pratiques de pâturage et de conservation de la nature dans le sud de l'Arizona », *Natures Sciences Sociétés*, n° 31 (2) : 147-161.

Lamotte, Martin. 2012. « États-Unis/Mexique : les milices veillent... », *Hermès, La Revue*, n° 63 (2) : 101-108.

L'Estoile (de), Benoît. 2001. « Le goût du passé », *Terrain*, n° 37 : 123-138.

Le Tourneau, François-Michel. 2019. « Mosaïques foncières en Arizona : paradoxe et complexités de la domination des terres publiques au pays de la propriété privée », *Cybergeo: European Journal of Geography*, n° 888. [En ligne] <https://doi.org/10.4000/cybergeo.31934>

Leopold, Aldo. 1995 [1949]. *Almanach d'un comté des sables, suivi de Quelques croquis*, traduction d'Anna Gibson. Paris : Aubier.

Martin, Jean-Clément et Charles Suaud. 1992. « Le Puy du Fou. L'interminable réinvention du paysan vendéen », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, n° 93 : 21-37.

Mathevet, Raphaël, François Bousquet et Christopher M. Raymond. 2018. « The concept of stewardship in sustainability science and conservation biology », *Biological Conservation*, n° 217 : 363-370.

Miller, Michael M. 2020. *XIT: A Story of Land, Cattle, and Capital in Texas and Montana*. Norman, University of Oklahoma Press.

Post, Chris W. 2013. « Heritage, amenity, and the changing landscape of the rural American West », *Journal of Cultural Geography*, n° 30 (3) : 328-355.

Poulot, Dominique. 2006. *Une histoire du patrimoine en Occident, XVIII^e-XIX^e siècle : du monument aux valeurs*. Paris, PUF.

Reineke, Robin. 2016. *Naming the Dead: Identification and Ambiguity along the US-Mexico Border*. Thèse de doctorat en anthropologie, Tucson, University of Arizona.

Roux, Sébastien. 2010. « La transparence du voile. Critique de l'anonymisation comme impératif déontologique », in Sylvain Laurens and Frédéric Neyrat (dir.), *Enquêter de quel droit ? Menaces sur l'enquête en sciences sociales*, Bellecombes-en Bauge, Éditions du Croquant : 137-151.

Roux, Sébastien et Amandine Reist. 2024. « Killed for Good. Hunters, Biologists, and the Ethical Paradoxes of Wildlife Management in North America ». *Journal of Contemporary Ethnography*, n° 53 (5) : 663 – 688.

Sayre, Nathan F. 2002. *Ranching, Endangered Species and Urbanization in the Southwest: Species of Capital*. Tucson, The University of Arizona Press.

Sheridan, Thomas E. 2007. « Embattled Ranchers, Endangered Species, and Urban Sprawl: The Political Ecology of the New American West », *Annual Review of Anthropology*, n° 36 : 121-138.

Simonneau, Damien. 2018. « Militer pour murer la frontière. Les acteurs pro-“barrière” d’Israël et d’Arizona (États-Unis) », in François Dubet (dir.), *Politiques des frontières*, Paris, La Découverte : 209-225.

Smith, Thomas G. 2017. *Stewart L. Udall: Steward of the Land*. Albuquerque, University of New Mexico Press.

Starrs, Paul F. 1998. *Let the Cow-Boy Ride: Cattle Ranching in the American West*. Baltimore, The John Hopkins University Press.

Tornatore, Jean-Louis. (2004). « La difficile politisation du patrimoine ethnologique », *Terrain*, n° 42 : 149-160.

Vail, Edward. 1890 [2016]. *Dairy of A Desert Trail: 1890 Cattle Drive from Arizona to California*. Sonoita, Empire ranch Foundation.

Waechter Corkill, Gail et Sharon Hunt. 2012. *Images of America: Empire ranch*. Charleston, Arcadia Publishing.

Welchman, Jennifer. 2012. « A Defence of Environmental Stewardship », *Environmental Values*, n° 21 (3) :297-316.

Worster, Donald. 1985. *Rivers of Empire: Water, Aridity, and the Growth of the American West*. New-York, Pantheon Books.

Notes

ⁱ Le commandant espagnol Juan Bautista de Anza a mené deux expéditions entre 1774 et 1777 au Nord de la Nouvelle-Espagne à la baie de San Francisco où il fonde le premier presidio. Le chemin emprunté fait aujourd'hui partie de la vingtaine de sentiers classés *National Historic Trail* aux États-Unis.

ⁱⁱ L'esthétique d'un certain mythe cowboy rural, blanc et masculin est particulièrement signifiant au plan politique dans une région des États-Unis marquée par la tragédie migratoire (Howard, 2024).

ⁱⁱⁱ En Arizona, plus de 36 000 km² de terres sont des « *State Trust lands* », dont la gestion économique doit servir l'intérêt de 13 bénéficiaires exclusifs, parmi lesquels le système éducatif public, les universités d'État, mais aussi des hôpitaux ou des institutions socio-judiciaires. Ces terres, bien qu'elles soient techniquement sous administration publique, ne sont pas considérées comme des « public lands » étant donné que leur gestion est limitée à l'intérêt financier de leurs bénéficiaires (voir : <https://land.az.gov/our-agency-mission>)

^{iv} Notre recherche a bénéficié du soutien financier de l'OHMI Pima County (Labex DRIIHM ANR-11-LABX-0010), du Labex SMS (11-LABX-0066) et d'Iglobes (IRL 3157). Nous tenons également à remercier Marine Bobin, ainsi que les relecteurs et relectrices sollicités par Genèses dont les commentaires stimulants sur des versions antérieures nous ont grandement permis d'améliorer ce texte.

^v Dans un contexte où ces formulaires de consentement sont répandus et formalisés, leur signature s'est moins révélée un obstacle qu'une aide à l'enquête. Ils attestent du sérieux de notre démarche et nous adossaient au pouvoir et à la légitimité de nos institutions académiques respectives.

^{vi} *Arizona Daily Star*, 13 septembre 1936, p.8.

^{vii} En Arizona, le BLM gère environ 48 000 km² de terres publiques.

^{viii} John Donaldson continue de louer les terres jusqu'à son départ à la retraite en 2009. Le bail est ensuite repris par le propriétaire du ranch voisin (*Vera Earl*, l'une des plus grandes propriétés de la région), Ian Tomlinson.

^{ix} Voir « *Celebrating Collaborative Conservation and Twenty Years of the Las Cienegas NCA* » (<https://sonoraninstitute.org/card/las-cienegas-nca/>)

^x Cette défense de la *stewardship* comme responsabilité des humains dans « le soin à apporter aux terres » ("*land ethics of care*", Callicott 2013) a suscité un certain nombre de réserves, notamment formulés par des penseuses écoféministes qui ont souligné que la notion même de responsabilité, au cœur de la justification de l'action des stewards, favorise la perpétuation de dynamiques inégalitaires (Welchman, 2012). Pour elles comme le *stewardship* repose sur l'autorité accordée à des institutions marquées par une longue histoire de domination genrée et raciale, cette forme d'intervention participe du renforcement des structures de domination dans la gestion des ressources naturelles.

^{xi} Aux États-Unis, le *Department of the Interior* est l'administration responsable de la gestion et de la protection des ressources naturelles et de la plupart des terres publiques. Son ou sa secrétaire siège au cabinet.

^{xii} *Babbitt ranches* sont les plus grands propriétaires fonciers de l'Arizona ; leur bétail pâture sur près de 3 000 km² de terres publiques et privées, principalement dans le nord de l'État dans la région du plateau de Coconino.

^{xiii} Source : *Native Land Information System* (<http://nativeland.info>).

^{xiv} Source : <http://www.cienega.org/about/vision-mission-core-values/>

^{xv} Dans la région, nombreux sont les interlocuteurs qui valorisent ce qu'ils appellent le « consensus arizonien », qu'ils pensent comme une capacité locale à s'affranchir des affiliations partisans lorsque l'intérêt supérieur l'imposerait.

^{xvi} Aux États-Unis, les principales autorités en charge de la protection fauniques sont les agences d'État régulatrice de la chasse. Elles jouent un rôle déterminant dans la production sociale de la naturalité et des équilibres écologiques (voir Roux et Reist, 2024).

^{xvii} Source : Soullière Harrison, Laura et Paul J. Neidinger. 1992. *Heart of the Empire. Historic Structure Report*, p. 42.

^{xviii} Sur les membres des « vieilles familles » locales dans les sociétés savantes et leurs motivations à s'investir pour la défense de « la » et « leur » mémoire, voir de L'Estoile (2001).

^{xix} Source : <https://www.empireranchfoundation.org/about/preservation/>

^{xx} Parmi les nombreux prix accordés à *ERF*, on peut citer l'inscription par l'État d'Arizona d'Empire sur la liste des *Arizona's Most Endangered Historic Places* (2007), un prix de l'*U.S. Department of Interior* en reconnaissance du travail de conservation réalisé (2013) ou l'inscription en 2018 de Walter Vail au mur d'honneur du plus grand musée mondial de culture western – le *National Cowboy & Western Heritage Museum* d'Oklahoma City.

^{xxi} Les Hopis vivent principalement dans le nord-est de l'Arizona.

^{xxii} Source : <https://www.blm.gov/national-conservation-lands/arizona/las-cienegas>

^{xxiii} « Proud to care », comme l'indique le site Internet du Ranch *Vera Earl*, dont le propriétaire possède les baux de pâturage d'Empire.

^{xxiv} Depuis 2005, les lois environnementales fédérales ont pu être régulièrement contournées pour la construction du mur séparant les États-Unis du Mexique. Mais l'*U.S. Customs and Border Protection* s'est engagé à respecter un « Plan d'Intendance Environnementale » pour produire des connaissances expertes sur les écosystèmes transformés par son activité et par les circulations liées aux migrations illégales (Arney, à paraître).